

LES PRATICIENS DE LA SANTÉ PUBLIQUE SE REGROUPENT

Le SNPSSP appelle la tutelle à reprendre le dialogue

Dans un communiqué rendu public mercredi, l'intersyndicale réunissant le Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP) et le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), décide "de se concerter, mutuellement et en toute solidarité, avant toute décision engageant l'une de ses parties".

"Réaffirmant son caractère apolitique, cette intersyndicale décide d'œuvrer pour un système de santé stable et performant au bénéfice

des citoyens et des travailleurs de la santé" et "fort et compétitif, accessible à tous les citoyens". En outre, elle prône la promulgation d'une loi sanitaire "prenant en compte les intérêts socioéconomiques et professionnels des travailleurs de la santé dans le respect des intérêts des usagers".

Dans le même communiqué, le bureau national du SNPSSP a exprimé sa satisfaction quant à l'arrêt rendu en appel par la cour d'Alger, suite au recours introduit par le

SNPSSP, et déclarant l'incompétence des juges des référés à statuer sur la grève déclenchée par le SNPSSP en date du 18 octobre 2004.

Une décision, annulant ainsi l'ordonnance de l'arrêt de la grève du tribunal des référés d'Hussein-Dey rendue le 24 octobre 2004, qui, selon le SNPSSP, "honore la justice algérienne" et (lui) permet de reprendre la grève "ipso facto".

Réuni mardi dernier en session extraordinaire, déclarée ouverte, le bureau national du SNPSSP n'a pas manqué de déplorer "la rupture unilatérale du dia-

logue, depuis le 24 octobre dernier par le ministère de tutelle, préjudiciable aux praticiens spécialistes de santé publique". A ce propos, les membres du bureau demandent "la reprise en urgence des travaux de la commission mixte MSPRH- SNPSSP chargée du suivi et de l'application de l'accord du 3 mars 2004".

Réaffirmant leur solidarité à l'égard des membres du bureau exécutif, les membres du bureau national restent attachés au combat du SNPSSP pour la réhabilitation des praticiens spécialistes de santé publique et l'amé-

lioration du système de santé algérien.

Rappelons que l'arrêt du 24 octobre dernier a été rendu par le tribunal de Hussein-Dey qui avait été saisi par le ministère de la Santé la veille, avait alors ordonné l'arrêt du mouvement de protestation enclenché par le syndicat depuis le 18 octobre 2004. Une action intentée contre le SNPSSP qui intervenait trois jours après la tenue d'un Conseil de gouvernement, le 20 octobre 2004, qui avait annoncé des mesures impliquant, selon les cas, le non-paiement des journées de débrayage, des pour-

suites judiciaires contre les personnes ou les structures à l'origine des mouvements de protestation, voire même le licenciement pur et simple des grévistes.

Cela étant, le verdict de la Cour d'Alger porte uniquement sur la forme, le tribunal de Hussein-Dey devant encore statuer en social, quand au fond, sur la légalité ou non du mouvement de grève, initié le 18 octobre 2004 et motivé notamment par la non-mise en œuvre de l'accord conclu en mars dernier entre cette organisation et la tutelle.

C. B.

CORPS COMMUNS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Sit-in devant l'Inspection académique d'Alger

Les corps communs et ouvriers professionnels, catégorie la plus lésée des fonctionnaires du secteur de l'éducation nationale qui se sont réunis en conclave lundi dernier et dont l'action est chapeautée par l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF) ne comptent pas baisser les bras puisqu'ils prévoient déjà l'organisation d'un important sit-in devant le siège de l'Inspection académique d'Alger.

En effet, les représentants de treize daïras sont unanimes du moins, selon le communiqué parvenu à notre rédaction, pour qu'une action commune de cette catégorie constituée de concierges, cuisiniers, agents de sécurité, factotums, magasiniers, secrétaires de direction et laborantins, doit être prise sérieusement en charge par le gouvernement. "Nous continuerons à lutter pour l'amélioration de notre situation socioprofessionnelle qui est lamentable. Certains de nos collègues n'ont même pas le droit au salaire minimum mensuel garanti (SNMG)", lit-on dans le communiqué. Plus loin, ces travailleurs de l'éducation nationale ne demandent que le minimum, estiment qu'ils "sont les plus lésés de cette planète", ils demandent au gouvernement une augmentation des salaires, l'élargissement des fonctionnaires régis par les décrets exécutifs 89/224 et 89/225 du 05/12/1985 concernant les corps communs aux corps éducatifs (décret 90/49), le droit à la promotion conformément au décret exécutif 85/59, l'intégration des agents de sécurité au sein des corps de l'éducation, généralisation à tous les corps communs à la prime de danger chacun selon sa catégorie et enfin l'instauration d'une prime spécifique aux licenciés en bibliothéconomie et aux détachés de la santé.

En somme, l'UNPEF demande à la tutelle d'intervenir auprès du gouvernement afin que ces milliers de travailleurs, notamment les laborantins exposés constamment au contact d'éléments toxiques et dont le danger aurait provoqué bien des accidents hélas passés sous silence jusqu'à présent, ajoute le communiqué.

M. D.

L'AID AUX ABATTOIRS D'ALGER

La colère des vétérinaires

Les vétérinaires qui exercent dans les abattoirs, bureaux communaux d'hygiène et autres structures officielles, ont observé une journée de protestation à l'occasion. Cette journée a été décidée suite à un appel lancé par le syndicat des travailleurs.

Amir G. - Alger (Le Soir) - Les vétérinaires qui exercent dans le secteur public se sont en majorité conformés au mot d'ordre lancé par le syndicat. Il est à rappeler que le partenaire social des vétérinaires (agréé) a décidé de faire de l'Aid une journée de protestation afin d'exprimer le mécontentement de la profession sur un certain nombre de points.

La journée de protestation s'est matérialisée par le port d'un brassard sur lequel il est porté la mention "Vétérinaires en colère".

En effet, les vétérinaires qui ont accompli leur tâche normalement ont juste voulu attirer l'attention des pouvoirs publics sur la précarité dans laquelle ils se retrouvent. D'après le secrétaire national chargé de l'organique au niveau du syndicat, les vétérinaires qui jouent un rôle important dans la chaîne économique et sanitaire du pays sont rémunérés sur la base d'une échelle insignifiante.

L'orateur assure que le plus ancien et le plus gradé de ses confrères perçoit un salaire de 18.600 DA. Le reste tourne autour des 14.000 DA. La même personne

ajoute également que les conditions de travail des médecins vétérinaires sont déplorables. Il cite l'exemple de ceux qui sont affectés au contrôle des marchandises au niveau du port d'Alger. Ces derniers dont l'action est des plus capitales sont selon lui installés dans un vieux conteneur.

Les représentants des vétérinaires assurent que si la tutelle s'entête à faire la sourde oreille aux sollicitations des travailleurs le ton pourra monter d'un cran et le recours à des actions plus radicales n'est pas à exclure. A ce propos, le conseil national du syndicat compte se réunir très prochainement afin d'examiner la situation et sortir avec de nouvelles résolutions.

A. G.

POUR DÉNONCER CE QUI SE TRAME CONTRE LES PNC D'AIR ALGÉRIE

Ouyahia en grève de la faim

Le secrétaire général du syndicat d'entreprise du personnel navigant commercial (PNC) UGTA, Ouyahia Arezki est en grève de la faim à compter d'aujourd'hui au niveau de l'aéroport international Houari-Boumediène, a-t-on appris hier de source syndicale.

Selon la même source, le recours à cette forme de protestation vise comme objectif "l'interpellation des pouvoirs publics, à leur tête le ministre des Transports, sur la situation que

connaissent les PNC de la compagnie Air Algérie". En d'autres termes, ce cadre syndical n'a pas d'autres moyens pour "dénoncer les arrêts de vol intempestifs" et sans justificatif aucun pris par la direction générale à l'égard de 72 PNC dont des femmes".

En effet, cette situation fait suite à la décision prise par les autorités concernées de délivrer à l'égard de personnes concernées des arrêts médicaux, leur interdisant de voler momentanément. Si jusque-là, la

procédure est des plus normales, sachant que "si au contrôle médical, ces mêmes PNC sont déclarés aptes à voler, ils pourront ainsi reprendre l'exercice de leur fonction". Or, à leur grande surprise, a-t-on ajouté, "la direction générale de la compagnie n'a pas trouvé mieux que de les arrêter sans raison aucune, alors que la réglementation stipule que même si les PNC sont à l'arrêt momentanément, ils perçoivent une partie de leur salaire". Après protestation, "la direction

générale s'est vue dans l'obligation de reprendre certains agents alors que d'autres une fin de non recevoir leur a été signifiée". "Mieux, pour deux hôtesses, la direction générale a exigé de leur part un engagement par écrit dans lequel, elles doivent reconnaître que dans un passé récent, elles n'assuraient pas convenablement leur tâche d'hôtesse. Un chantage qu'elles ont rejeté globalement et dans le détail", a-t-on indiqué.

A. Bettache